SEANCE DU CONSEIL GENERAL DES 20 ET 21 MARS 2023**Point 6 de l'ordre du jour**

Détermination du Conseil communal sur le postulat déposé par Monsieur Frédéric Hank, au nom du groupe Le Centre/PVL, demandant une étude pour encourager l'utilisation du bois local dans la construction et la rénovation des bâtiments communaux

Lors de la séance du 30 mai 2022, le Conseil général a transmis au Conseil communal le postulat de Monsieur Frédéric Hank mentionné en titre.

1. Présentation du postulat au Conseil général

« Madame la Présidente, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux et généraux,

La Loi fédérale sur les forêts (LFo) prévoit à l'article 34a que la Confédération encourage la vente et la valorisation du bois produit selon les principes du développement durable, en particulier en soutenant des projets innovants.

L'article 12 alinéa 3 de la Loi fédérale sur les marchés publics (LMP) précise qu'un marché public ne peut être adjugé qu'aux soumissionnaires qui respectent au moins les prescriptions légales relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles en vigueur au lieu de la prestation.

Sur le plan cantonal, l'Etat encourage les efforts tendant à l'utilisation du bois de provenance indigène, notamment comme matière première et source d'énergie (cf. article 63 alinéa 2 de la Loi sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (LFCN)).

L'article 3b de la LMP permet au pouvoir adjudicateur d'exiger des labels environnementaux ou des ecolabels pour les marchés relatifs à la construction ou la rénovation en bois d'un bâtiment propriété de l'Etat de Fribourg ou lorsque l'Etat y participe financièrement. Le Certificat d'origine bois Suisse (COBS) ou l'équivalent sont reconnus à ce titre.

Le Canton de Fribourg a été le premier canton suisse à modifier sa législation pour favoriser le bois dans la construction de ses bâtiments. La législation cantonale ne contrevient ni à l'Accord international sur les marchés publics (AMP) que la Suisse a signé dans le cadre de l'OMC ni au droit fédéral. Celui-ci a été jugé conforme au droit international et offre une grande marge de manœuvre pour favoriser le bois issu d'une gestion durable, donnant ainsi plus de poids aux avantages écologiques du bois suisse. Un quart

de la superficie de notre Canton est recouverte de forêts dont 60 % appartiennent aux pouvoirs publics, cantons et communes.

Lors du Salon du bois 2019, la commune de Bulle a reçu la distinction bois pour la construction de la nouvelle école primaire de Dardens en bois local. Cette reconnaissance distingue notamment les communes pour leur volonté de favoriser le bois dans leurs constructions, et plus particulièrement l'utilisation du bois local.

Les avantages de l'utilisation du bois local sont multiples : matière écologique et renouvelable, permet de capturer le CO₂, diminution de l'empreinte carbone des bâtiments, assure l'entretien et l'exploitation durables des forêts de la région, maintien des places de travail au niveau local et réduction des distances de transport.

Par ce postulat, le groupe Le Centre/PVL demande au Conseil communal de mettre en œuvre les instruments nécessaires permettant de favoriser l'usage du bois local dans la construction et la rénovation des bâtiments publics de la Commune si ce matériau devait être choisi, l'usage d'autres matériaux de construction étant réservé.

Veillez agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux et généraux, nos salutations distingués. »

2. Détermination du Conseil communal

Le Conseil communal est d'ores et déjà très attentif à l'utilisation du bois dans la cadre de ses projets de construction. A ce titre et comme cela est déjà le cas actuellement, le Conseil communal favorisera l'utilisation du bois, et plus particulièrement du bois local de nos forêts, dans les projets de constructions réalisées sur des parcelles privées communales, à l'instar de ce qui a été fait pour les écoles de Dardens et de CEB33.

L'utilisation du bois peut, en effet, fortement contribuer à atteindre des objectifs transversaux fondamentaux, à savoir :

- Contribution à l'économie régionale : l'utilisation de bois d'origine locale favorise l'économie gruérienne.
- Développement durable : le bois est une ressource 100% renouvelable. Son emploi accru permet le remplacement de ressources épuisables.
- Protection du climat : 1 m³ de bois stocke environ 700 kg de CO₂, ce qui correspond aux émissions dégagées lors d'un trajet d'env. 2'200 km en voiture. En outre, le bois vient en remplacement d'autres matériaux. Par rapport à certains d'entre eux, l'utilisation de 1 m³ de bois permet d'économiser 900 kg de CO₂. L'effet combiné entre le stockage de carbone (0,7 t CO₂/m³) et la substitution (0,9 t CO₂/m³) correspond à une économie de 1,6 t CO₂/m³.
- Utilisation efficace des matériaux : le bois se caractérise par sa quasi-absence de déchets et par le fait que la majorité des sous-produits de fabrication sont utilisés comme matériaux ou comme sources d'énergie.
- Préservation des espaces naturels/biodiversité : l'exploitation des forêts destinées au bois de construction selon les principes de la sylviculture proche de la nature contribue à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité.

- Santé et bien-être : en tant que matériau naturel, et s'il est correctement utilisé au niveau de ses colles, le bois influe positivement sur le confort et le bien-être des usagers.
- Calendrier : l'utilisation du bois permet très souvent une économie en temps dans les chantiers de construction par rapport à un mode constructif conventionnel.

Afin de répondre au présent postulat, le Conseil communal informe le Conseil général que, d'une part, il applique et continuera d'appliquer la législation cantonale en vigueur, favorisant le bois dans la construction de ses bâtiments. D'autre part, il poursuivra activement sa politique actuelle consistant à demander, dans l'ensemble des cahiers des charges relatifs aux rénovations ou aux nouvelles constructions de bâtiments communaux, d'aboutir à des solutions constructives qui intègrent l'utilisation du bois local de nos forêts.

Il est entendu, eu égard à certaines obligations techniques ou structurelles, que ces solutions ne devront pas pour autant imposer la seule utilisation du bois dans les projets.

Le Conseil communal vous prie de prendre acte de la présente réponse à ce postulat.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Syndic

Jacques Morand

Le Secrétaire général

Raoul Girard